

MOHAMMED

Histoire d'un

Par Marie-Joëlle Rupp*



Photos : DR

trem্পés, il reste allongé sur la pierre, sans rien pour se protéger contre la morsure du froid descendu des Hauts-Plateaux.

La nuit suivante, c'est l'électricité. Il donne le nom d'un mort puis celui d'un homme qui a rejoint le maquis. Pendant deux jours, on le laissera en paix. Puis, ça recommence. Au dixième jour, on le présente devant un officier qui lui propose un marché : sa libération pour le service militaire en Allemagne contre des noms. Il refuse.

Ce qu'il ignore, tandis qu'il se croit voué à une mort imminente, c'est que, lors de son transfert du quartier de la torture au quartier des officiers, un policier sétifien, ami de sa famille, l'a reconnu. Le père alerté engage aussitôt deux avocats, maître Hassan et maître Sidi Moussa qui menacent d'alerter la presse si le détenu ne leur est pas présenté. Mohammed quitte la caserne pour la prison.

Le 15 novembre 1959, il vient tout juste d'avoir vingt ans lorsqu'il comparaît devant le tribunal des forces armées qui, pour la circonstance, a été transféré à Sétif.

Le président du tribunal énonce les accusations : port d'armes, tentative d'assassinat, atteinte à la sécurité publique.

Le verdict tombe : peine capitale. Mohammed est foudroyé. Il n'a ni tué ni commis de crimes abominables, mais il doit mourir pour l'exemple. Refusant de faire acte de contrition, il revendique sa participation aux activités politiques non violentes en faveur de la liberté, encouragé par maître Sidi Moussa et maître Gisèle Halimi, membre du collectif des avocats du FLN.

Transféré dans le quartier des condamnés à mort, il y croupira six mois, en isolement, attendant à chaque instant son exécution.

Mai 1960. Le brigadier-chef, un Breton qui l'a pris en affection, court dans les couloirs lui annoncer sa grâce.

Retour à la vie. Retour à la parole. Il quitte la maison d'arrêt de Sétif pour la sinistre prison de Constantine. Quelques mois plus tard, il sera transféré à Lambèse, le pénitencier d'où, selon la croyance populaire, l'on ne revient pas. On dit aussi qu'à Marcona, son cimetière, les morts ne connaîtront jamais la paix.

Lambèse

En septembre 1960, il quitte Constantine avec une trentaine d'autres prisonniers menottés et enchaînés. A l'arrivée, un portail vert, monumental. Derrière, une cérémonie barbare infligée à tout nouvel arrivant, quel que soit son âge, quel que soit son état de santé.

Ce jour-là, tous les gardiens sont convoqués. Ils forment une haie de part et d'autre d'un couloir long d'une trentaine de mètres. Le sol en pierre est huilé ou savonné. Les prisonniers avancent en file indienne. Alors s'élève une immense clameur gonflée par les hurlements furieux des gardiens. C'est le signal. Les coups pleuvent. Avec les mains, les pieds, les casse-tête, la matraque et les clés, ils frappent. Le second couloir mène aux douches. Derrière chaque porte, un gardien bondit au passage du condamné et le frappe encore et encore.

Sous la douche, le gardien actionne l'arri-vée d'eau. Bouillante d'abord. Le supplicié tente de s'échapper, mais son bourreau l'attend, le tabasse, l'oblige à y rentrer. Alternent l'eau glacée et l'eau bouillante sur des prisonniers exsangues dont les corps ne sont plus que plaies.

L'accueil à Lambèse donne un avant-goût de ce que sera la vie au pénitencier. La prise des repas donne lieu à un autre supplice :

«On devait récupérer la gamelle de soupe posée sur un comptoir. Les gardiens en profitaient pour nous asséner un coup sur la nuque. Il fallait monter les escaliers au pas de course pour ne pas recevoir de coup à chaque étage.

Portraits pour l'indépendance

Ce n'est pas parce que l'Algérie se trouve dans l'état déplorable qu'est le sien, ce n'est pas non plus parce qu'on en apprend de belles sur la guerre de Libération chaque jour davantage, sur les mic-mac internes au FLN, que l'indépendance perd de son sens symbolique et de sa force historique.

Oui, l'année du cinquantenaire de l'indépendance ne doit pas être une année banalisée, pas plus qu'un catalogue de célébrations officielles décidant de ce qu'il faut montrer ou cacher selon le bon vouloir du prince ou les desiderata des régnants. Même si le pays patine dans la mouise, il est indépendant, et la force des critiques légitimes de la façon dont ce pays a été et continue à être gouverné ne doit pas aller jusqu'à la remise en cause du bien-fondé de la décolonisation.

L'Algérie est donc indépendante depuis cinquante ans et depuis un demi-siècle la «révolution» n'a jamais cessé d'être détournée, l'indépendance confisquée, le pouvoir politique privatisé, la culture folklorisée, l'économie déstructurée...

Pour autant, le passage à gué de l'indépendance demeure, en dépit du bilan calamiteux décrit ci-dessus, un moment fort, un moment fondateur, une grande allégresse et un moment d'espoir arraché après plus de sept ans de guerre ravageuse, plus de 130 ans d'occupation coloniale française humiliante et de siècles de domination étrangère diverse.

Songeons que le 5 juillet 1962, l'Algérie telle que dessinée par son histoire contemporaine était indépendante pour la première fois de sa très longue histoire. Les sacrifices, les sévices subis par le peuple, l'engagement des militants du mouvement national, les révoltes qui n'ont jamais cessé sous la domination coloniale, toute cette épopée a été malheureusement réduite à un magasin dans lequel un pouvoir, parvenu par la force, puisait les légitimités qui lui manquaient pour compenser son absence de mobilité démocratique.

A côté des faux héros canonisés par l'histoire officielle, des véritables héros d'envergure nationale rendus visibles par l'historiographie et la mythologie, il y a tous ces anonymes, femmes et hommes, algériens et étrangers qui ont cru au combat pour l'indépendance, et qui, malgré tout, continuent à croire en sa justesse et en la justice. Certains ont été condamnés à mort pour appartenance au FLN ou à l'ALN, d'autres ont fait de la prison, tous et toutes ont été torturés, humiliés, et les stigmates qu'ils portent dans leur corps et dans leur mémoire aiguissent au contraire la noble cause de cette indépendance pour laquelle ils ont été prêts à sacrifier leur vie. La liberté que leur sacrifice a arrachée est aujourd'hui surveillée, mais nous tenons à les évoquer pendant cette année 2012 comme les sentinelles d'une conscience de la liberté des peuples que rien ni personne ne devrait pouvoir endormir.

Arezki Metref

«Ce peuple auquel j'appartiens, je m'en sens responsable. Je suis, que je le veuille ou non, impliqué en tant que citoyen.»

J'ai rencontré Mohammed Khaznadj à Paris pendant l'été 2003. Cet été-là, Louisette Ighilahriz poursuivait son combat entamé en 2000 pour la reconnaissance en France de la pratique institutionnalisée de la torture par le pouvoir colonial. Un copain de Mohammed m'avait dit : «S'il accepte de te parler, tu verras à travers sa vie une histoire en raccourci de l'Algérie.» Et il avait ajouté : «Mohammed a été l'un des plus jeunes condamnés à mort de France.»

Quand je suis arrivé à notre lieu de rendez-vous, dans le quartier Saint-Michel, à Paris, Mohammed était déjà installé au bar. Élégant, il donnait à voir une force tranquille accentuée par ses cheveux blancs soigneusement peignés sur le côté.

De cette première rencontre naîtra un long travail d'excavation dans les profondeurs de la mémoire. Ce que Mohammed m'a confié, il ne l'avait encore livré à personne. Ce qu'il a subi durant la guerre de Libération, il parviendra enfin à l'exprimer avec sérénité, sans gêne, sans haine, comme si la bataille de Louisette Ighilahriz avait enfin libéré les victimes de la honte qui pesait injustement sur elles.

L'apartheid colonial

Mohammed est né le 19 octobre 1939 à Lazib, un petit village de Kabylie, à 90 km de la ville de Sétif. C'est là qu'à l'âge de six ans, il a dû rejoindre son père qui tenait un commerce de vente en gros de fruits et légumes.

Mohammed est l'aîné d'une famille de cinq enfants. Chez lui, comme dans toutes les familles traditionnelles, il fallait en ce temps-là, dès le plus jeune âge, suivre l'école coranique une à deux heures par jour, sept jours sur sept, avant les cours de l'école publique. Tous les matins, levé à cinq heures, mal habillé pour affronter l'hiver, il rejoignait les gamins loqueteux qui s'entassaient à même le sol d'un local délabré qui servait à la fois de mosquée et de lieu de rencontre. Pour éviter la *falaqa*, il devait connaître par cœur les versets du Coran qu'un maître lui faisait à l'annoncer.

A dix ans, il se révolte et refuse tout net d'y retourner

Mohammed grandit dans l'apartheid de la société coloniale. L'enfant indigène ne se baigne pas avec l'enfant du colon. Les cours de tennis protégés par des barbelés, les bou-lodromes par du grillage, lui sont interdits. Pourquoi lui ? Pourquoi pas moi ? Questions lancinantes qui, au fil du temps, éveillent sa conscience politique. A ce propos, Mohammed me conte une anecdote qui demeure comme une épine plantée dans ses chairs. Joseph est son voisin et son meilleur copain. Ils ont quatorze ans et sont inséparables. Un jour, une banale dispute et l'insulte fuse : «Sale Arabe», lance Joseph.

«Sale Juif», rétorque Mohammed. Joseph file au commissariat et en revient accompagné d'un policier qui les embarque et s'en prend à Mohammed : «Si tu recommences, la prochaine fois je te cofre. Rentre chez toi sale bicot.» C'est le choc. L'humiliation. Dès lors, Mohammed sentira plus que jamais la présence française comme une occupation étrangère.

En 1954, il quitte sa famille pour intégrer, comme interne, le lycée franco-musulman de Constantine. Il vient à peine d'entamer sa scolarité quand éclate la révolution du 1^{er} Novembre. Bientôt la ville est secouée par des attentats. Pris dans une rafle, Mohammed est détenu toute une nuit dans un terrain vague, harcelé par les policiers : «Les plus mauvais, c'étaient les gendarmes et les policiers pieds-noirs. Les soldats qui venaient de la métropole avaient un comportement

presque humain. Ils n'insultaient pas. Ils ne frappaient pas. Ils ne nous crachaient pas dessus.»

Une dizaine de personnes disparaissent ce jour-là. Parmi elles, le professeur d'histoire de Mohammed qui apprendra plus tard que, comme tant d'autres victimes de la cruelle cécité du pouvoir colonial, il avait été précipité, du haut des 175 mètres du pont suspendu de Sidi M'cid, dans les gorges du Rhummel.

En 1956, le FLN donne ordre de grève dans les écoles. Mohammed a dix-sept ans. Il attend son heure. Elle viendra à la suite d'un événement presque banal.

Ce soir-là, quelques minutes avant l'expiration du couvre-feu, Mohammed et Abderrahmane, un copain boxeur, rentrent chez eux lorsqu'ils croisent deux policiers. Ils savent qu'ils seront arrêtés, fouillés, molestés, voire liquidés. Pris de panique, le boxeur décoche un coup de poing à l'un des policiers. Les deux amis profitent de la surprise du second pour se perdre dans la nuit.

Le pas de la révolte est franchi. Dans la famille de Mohammed, des cousins et des oncles ont déjà rejoint le maquis. Mohammed rêve de «l'Organisation». Il a entendu dire qu'elle envoie des jeunes étudier dans les pays de l'Est. Sa décision est prise. Il prend le maquis.

L'arrestation

Début 1958, commence une vie d'errance. Marches de nuit, planques dans les fermes, dans les granges, accrochages, fuites. Dans les moments les plus calmes, Il fait office de secrétaire, d'agent d'état civil. Mais la plupart du temps, il est en mouvement. Cette vie-là durera presque deux ans, jusqu'au 5 novembre 1959, date de son arrestation à Sétif : «J'avais un rendez-vous en ville, dans le quartier de la cité Lévy, se souvient-il. J'allais traverser un pont lorsque je vois des hommes en bloquer l'accès. J'ai paniqué. J'ai jeté une grenade sur un camion militaire. Un ou deux blessés.»

Il est traîné jusqu'à la caserne. Trois civils et deux militaires se relayent pour poser les questions. Au début, la violence n'est que verbale, les insultes habituelles. Mohammed entend les cris des torturés. Ne pas penser. Tenir au moins 24 heures pour permettre aux copains de s'enfuir. Menaces, promesses, douceur feinte, Mohammed ne parle pas. Alors commence le supplice.

Déshabillé, mains attachées, les bras entravés par une barre, on le soulève et on le cale dans un pneu, un tuyau dans la bouche. On verse l'eau sans discontinuer. Toute la nuit, il résiste. Puis, il perd connaissance. On le jette dans une cellule. Ses vêtements